

universitaires épousent ce genre d'opinion comme peut le faire tout citoyen. Cependant, et quelles que soient leurs vues à cet égard, nombre de politicologues (mais pas tous) estiment que les rapports entre les «acteurs» (personnes, sociétés, églises, États, organisations internationales) qui jouent un rôle dans les relations internationales peuvent faire l'objet d'une analyse systématique conduisant à des hypothèses qui expliqueront, à leur tour, le comportement international et fourniront une base à partir de laquelle on pourra prédire l'incidence de ce comportement.

Cette opinion n'est pas sans susciter de vives contestations parmi les universitaires. En fait, toute la littérature de cette «discipline» (une autre notion ambiguë) se caractérise par les disputes opposant la tradition à la science. Dans l'ensemble, cependant, ceux qui enseignent les relations internationales dans les départements de sciences politiques (et non dans les départements d'histoire) en Amérique du Nord et ailleurs se rallient aux concepts et aux méthodes de la science. Ce sont leurs livres qui dominent les listes d'ouvrages que les étudiants du premier cycle universitaire doivent lire. Leurs revues explorent les frontières de la recherche dans les domaines de «l'interaction des événements», «la stratification internationale» et «le processus des décisions». Ils n'ont pas tous recours aux statistiques et aux graphiques, mais la plupart s'évertuent néanmoins à tirer des conclusions fondées sur des données et à conceptualiser les résultats. Si, strictement parlant, on élabore peu de théories, la spéculature va cependant bon train.

Divergence de vues

En dépit de la prédominance relative des nouvelles orientations dans l'étude des relations internationales, on n'arrive pas à se mettre d'accord sur ce qu'il faut étudier ni sur la manière de le faire. Prenons l'exemple hypothétique d'un acte que l'on voudrait expliquer: la décision du gouvernement canadien de reconnaître le gouvernement de la République populaire de Chine. Si l'on s'intéresse avant tout aux «systèmes» de la politique mondiale, on s'efforcera surtout de voir comment le système, de bipolaire qu'il était, a été transformé en un système multipolaire, en inférant que la démarche du Canada est un sous-produit de cette transformation. Si par contre l'on s'intéresse davantage au mécanisme des décisions, on insistera sur les changements survenus dans le milieu canadien, notamment au niveau des dirigeants. Pour leur part, ceux qui étudient les organisations feront ressortir les négo-

ciations intergouvernementales; les psychologues y verront peut-être des changements de perception; et ceux qui observent le jeu de la puissance et des sphères d'influence, les pressions externes.

Aucune de ces façons de voir n'est nécessairement fausse. Leur manque de cohérence est cependant frappant. L'historien, après avoir étudié les possibilités, expliquera une action au moyen d'une évaluation qui l'amène à porter jugement. Aux yeux du politicologue, l'explication de cas particuliers n'est valable que si elle s'applique à d'autres cas semblables. Il cherche donc à obtenir plus de données et émet, s'il le peut, une hypothèse pour les expliquer. Mais son problème est de définir la classe ou la catégorie dans laquelle s'insère l'action qu'il essaie d'expliquer. S'agit-il, dans ce cas précis, de la politique de reconnaissance des gouvernements canadiens? Des relations canado-chinoises? D'une «innovation» en matière de politique étrangère? Reconnaissons, d'autre part, qu'il lui sera impossible, avec les données disponibles, de «prouver» quoi que ce soit. Le politicologue pourra, tout au plus, spéculer et énoncer des probabilités. La difficulté de la tâche l'amène ainsi à fournir des explications partielles et à élaborer des modèles de comportement qui, loin de faire la lumière sur le problème, l'obscurcissent trop souvent. Mais les spécialistes de ce domaine sont les premiers à admettre que le chemin qui mène à la théorie explicative est long et difficile.

En plus du manque de cohérence, le domaine des relations internationales souffre d'une carence de faits concluants. De nombreuses analyses ont été faites, par exemple, des décisions prises par les grandes puissances européennes au cours de l'été de 1914. La plupart des documents se rapportant à ces décisions sont du domaine public. Ce que veulent surtout démontrer les savants, c'est que les dirigeants se sont laissé entraîner à la guerre parce qu'ils n'ont pas compris la situation. Pour s'en rendre compte, il suffit d'analyser les messages qu'ils ont échangés. Mais, même si tel est le cas, quelle leçon peut-on en tirer? Les idéalistes de 1918 criaient: «Abolissez le système des États»; ce que les politicologues prêchent aujourd'hui revient à dire: «Abolissez le Kaiser», car ils font observer qu'en temps de crise les dirigeants doivent avancer prudemment, se méfier de certains conseils et éviter de prendre des engagements en faveur d'alliés mineurs. Des études semblables ont été faites de la crise cubaine et, bien que les leçons qu'on en a tirées ne manquent pas d'intérêt, les circonstances qui ont entouré cette crise étaient tellement extraordinaires que les